

Lettre de liaison de l'*Internationaliste*

Numéro 20 – Avril 2026

« Contre le capitalisme, contre le colonialisme, contre le racisme, pour le socialisme, pour l'internationalisme »

Site <https://mci-qi.org/>

pour nous soutenir <https://fr.tipeee.com/httpsmci-qiorg>

Un Héros anonyme de tout le prolétariat.

Le 20-03

Le courage révolutionnaire se niche toujours dans le cœur des opprimés et des exploités, mais bien souvent il est étouffé, par le racisme en particulier.

Il est aussi invisibilisé par la défense bec et ongle du privilège blanc de la gôche, y compris pseudo révolutionnaire des NPA, de LO, du PT, qui ont raté le train de l'histoire...

Tic tac tic tac, l'heure tourne et bientôt il sera trop tard pour faire votre révolution culturelle.

Juriste en droit du travail et professeur d'université, Gilles Bombard s'est fait connaître comme syndicaliste CGT chez McDonald's. Secrétaire du comité d'entreprise, il avait contribué à faire plier le géant du fast-food, soupçonné de fraude fiscale entre 2009 et 2020.

En 2022, huit ans après le dépôt d'une plainte, la multinationale avait finalement accepté de payer 1,25 milliard d'euros pour éviter des poursuites. L'amende la plus importante de l'histoire du fisc français. « C'est de là que part mon engagement citoyen », reconnaît Gilles Bombard.

Honneur à lui et son courage révolutionnaire ! Chapeau bas camarade !

La lettre de liaison de L'Internationaliste.

L'impérialisme US, un bouclier, vraiment ?

Le 17-03

« Être un ennemi des États-Unis est dangereux, mais être leur ami est fatal », H.Kissinger à propos de l'abandon par les États-Unis de gouvernants du Sud-Vietnam qu'ils ont contribué à installer au pouvoir.

Ngô Đình Diệm, soutenu par les États-Unis pour diriger la république du Sud-Vietnam, suivait la ligne de ces derniers jusqu'à ce qu'il refuse de laisser entrer des troupes de combat US sur son territoire, qu'il assimilait à une occupation étrangère.

La CIA a alors encouragé et financé un coup d'État, fomenté par le général Dương Văn Minh, qui a conduit à l'arrestation et à la mise à mort en 1963 de Diệm et de son frère, maquillée en suicide. Les successeurs du général Minh, dont Nguyễn Văn Thiệu, ont ensuite donné aux Américains l'autorisation d'envoyer leurs forces au Sud-Vietnam.

Les États membres de " Shield of the Americas Summit " : Argentine, Bolivie, Costa Rica, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Guyana, Honduras, Panama, Paraguay, Trinidad et Tobago. Et présence de Kast du Chili (un fils de nazi).

Liban : Le ministère libanais de la Santé rapporte que depuis le 2 mars, 1001 personnes ont été tuées et 2584 blessées dans les attaques israéliennes soutenues par les États-Unis contre le pays.

Au cours des dernières 24 heures, 33 personnes ont été tuées, et le nombre de travailleurs de la santé tués depuis le début des attaques est passé à 40.

le 20-03

Les frappes iraniennes ont paralysé environ 17 % de la capacité d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) du Qatar, ce qui représente environ 20 milliards de dollars, a déclaré jeudi le PDG de QatarEnergy à Reuters.

Saad al-Kaabi a déclaré que les attaques ont endommagé 2 des 14 trains de production de GNL du Qatar et l'une de ses deux installations de conversion de gaz en liquides. Il a ajouté que les réparations prendront 3 à 5 ans.

Le 20-03

La délégation de solidarité du Chili est déjà à Cuba : ils ont apporté près d'une tonne de médicaments pour être livrés directement aux hôpitaux.

« Nous sommes ici non seulement pour exprimer notre solidarité avec les luttes des peuples qui luttent pour leur émancipation, mais surtout parce que nous sommes des peuples solidaires unis par une même histoire », a déclaré depuis La Havane Juana Aguilera, l'une des participantes à la mission.

Le 20-03

Chili , écocide en perspective...

le 20-03

Alerte maximale contre Kast !

La campagne de Kast contre 43 décrets environnementaux a déclenché une offensive de centaines d'organisations, qui mettent en garde contre des reculs profonds dans la protection de l'environnement et les droits des communautés.

Et n'oubliez pas camarades blancs, les peuples autochtones sont les gardiens de la vie sur terre.

Les mépriser, c'est sombrer dans le suprémacisme blanc colonial et impérialiste.

Chili, Le rôle de Boric dans l'offensive néo-fasciste au Wallmapu.

Publié le 20-03

Depuis la prison, Héctor Llaitul accuse le gouvernement de Boric d'être « le pire depuis la dictature » pour le peuple mapuche.

« L'administration Boric restera dans les mémoires comme la pire des administrations post-dictature pour la lutte du peuple mapuche. En dressant le bilan des actions menées par sa direction, on relève :

- Militarisation du Wallmapu par les états d'exception bellicistes, qui ont été maintenus de façon permanente pendant les 4 ans de son règne.

- L'échec de l'Accord de paix et d'entente, qui s'est avéré être une farce et une moquerie pour les communautés, raison pour laquelle il a reçu un rejet transversal de tout le mouvement mapuche. Son résultat le plus concret a été la non-restitution des terres.
- La modernisation de l'appareil répressif de l'État, qui a impliqué, entre autres choses, l'acquisition de technologie israélienne pour usage et abus policiers dans le Wallmapu.
- Rétablissement de la doctrine de sécurité nationale qui a donné lieu au cadre idéologique pour la persécution et la répression, comme à l'époque de la dictature de Pinochet, et qui définit aujourd'hui le peuple mapuche comme l'ennemi intérieur de l'État chilien.
- Poursuite de la criminalisation de la cause Mapuche par une législation beaucoup plus dure, qui prévoit un type de normes et de lois encore plus cruelles et répressives, comme la loi d'usurpations (anti tomas), conçue pour restaurer les terres aux forêts. La loi Naím Retamal ou de la gâchette facile, pour laisser impunis les policiers et militaires qui commettent des actes de répression. Le perfectionnement de la loi antiterroriste, pour poursuivre même les réseaux de soutien de ceux qui luttent.
- Persécution et incarcération du plus grand nombre de citoyens mapuches, jamais vu sous les gouvernements précédents, et qui dépasse aujourd'hui 150 prisonniers politiques mapuches (PPM). Les prisonniers qui sont soumis à des traitements dégradants et à des violations de leurs droits politiques et culturels, avec des cas de torture.
- Répression de toute manifestation et mouvement pour les droits essentiels du peuple mapuche, principalement ceux concernant la récupération des terres, où l'on a également freiné les progrès en matière de restitution territoriale de nombreuses communautés. Ce qui précède, à travers des politiques répressives menées par des juges, des policiers et des procureurs, dont beaucoup sont reconnus comme anti-Mapuche et ont opéré dans un contexte de militarisation où les prérogatives et les actions sont aux ordres des forces armées. »

Chili, La CUT rejette le renforcement du blocus contre Cuba et remet à l'ambassadeur de Cuba au Chili la « motion de solidarité avec Cuba »

Le président de la CUT, José Manuel Díaz, avec le Comité exécutif central et des représentants syndicaux d'Argentine, d'Uruguay, du Pérou, de Colombie et de l'État Espagnol, ont déjeuné avec l'ambassadeur de Cuba au Chili, Óscar Cornelio Oliva.

Une occasion d'exprimer le rejet du renforcement du blocus économique, financier et énergétique imposé par le gouvernement des États-Unis pendant l'administration de Trump.



CONFEDERACIÓN SINDICAL DE TRABAJADORES/AS DE LAS AMÉRICAS
CONFEDERACIÓN SINDICAL INTERNACIONAL



Moción de Solidaridad con Cuba

La Confederación Sindical de Trabajadoras y trabajadores de las Américas (CSA) frente al agravamiento de la situación de la población en Cuba, que ha venido deteriorándose rápidamente, con la adopción de la orden ejecutiva del gobierno de los EE. UU. que declara una emergencia nacional y establece un proceso para imponer aranceles a productos de países que vendan o suministren de otro modo petróleo a Cuba, lo que derivó en la adopción del bloqueo energético total y otras medidas financieras y comerciales contra el país. Estas últimas medidas colocan a Cuba al borde de un colapso humanitario total con graves consecuencias para la isla y toda la región.

Desde su fundación y a través de los años la CSA ha mantenido una posición de condena al bloqueo, de solidaridad con el pueblo cubano y su organización sindical, la Central de Trabajadores de Cuba (CTC). Lo ha hecho soportada en los principios de la solidaridad de clase, la autodeterminación de los pueblos, la soberanía de los estados y la no injerencia en los asuntos internos de los países.

Las organizaciones sindicales de la región y otras partes del mundo han promovido iniciativas de solidaridad con Cuba durante muchos años. La CSA en agosto de 2023 lanzó la campaña "Cuba sí, Bloqueo No!" para demandar el retiro de Cuba de la unilateral lista de países promotores del terrorismo y también para coordinar con nuestros compañeros de Cuba y de la solidaridad internacional formas específicas de apoyo. Sin embargo, en la actualidad se requiere de un esfuerzo urgente y concreto de la familia sindical a nivel internacional.

Cuba necesita hoy del abrazo solidario de pueblos y gobiernos del mundo para impedir que se concrete uno de los crímenes más brutales del derecho internacional que es, someter de hambre y otros sacrificios a todo un pueblo a fin de imponer un plan de dominación colonial e imperialista. Más allá de las declaraciones políticas y de las expresiones de rechazo del bloqueo criminal, es urgente establecer e implementar vías concretas de apoyo para auxiliar al pueblo cubano.

En tal sentido la CSA reunida en la Ciudad de México, con sus organizaciones afiliadas y frateras y, junto a organizaciones sindicales de África y Europa, declara que:

- Condena al recrudecimiento del bloqueo y las medidas coercitivas unilaterales adoptadas contra Cuba por parte de la Administración del gobierno de Donald Trump.
- Ratifica la solidaridad del sindicalismo de las Américas con Cuba, demandando el fin al bloqueo criminal y especialmente, al bloqueo energético impuesto los últimos días.
- Demanda de la comunidad internacional, los gobiernos del mundo y las instituciones multilaterales una actuación urgente para auxiliar al pueblo cubano e impedir el agravamiento de la situación, incluyendo el envío de combustibles y alimentos.
- Los sindicatos tienen una importante capacidad que puede ponerse a disposición de las campañas nacionales de recolección de insumos para la atención de las necesidades de la población, destacando la participación de los sindicatos en dichas iniciativas, en especial apoyo a la CTC.

Iran : Le logiciel de Palantir recommande 42 cibles par heure...

Le 23-03, par André

Durant les premières 24 heures de l'agression militaire des USA et Israël contre l'Iran, la coalition impérialiste a frappé plus de 1 000 cibles en Iran avec l'aide de l'IA, le logiciel Palantir recommandant 42 cibles par heure.

Le Pentagone a désigné le système d'intelligence artificielle Maven de Palantir comme programme officiel, une décision qui pérennisera à long terme cette technologie de ciblage d'armes au sein de l'armée US, a rapporté Reuters le 21 mars.

Cette décision a été annoncée dans une lettre du secrétaire adjoint à la Guerre, Steve Feinberg, adressée aux hauts responsables du Pentagone et aux commandants militaires US le 9 mars.

Feinberg a écrit que l'intégration du système intelligent Maven de Palantir fournirait aux militaires « les outils les plus récents nécessaires pour détecter, dissuader et dominer nos adversaires dans tous les domaines ».

D'après le Sunday Times, cela a soulevé la possibilité que l'IA ait identifié l'école primaire de Minab comme une cible. Le premier jour de la guerre, les États-Unis ont tiré plusieurs missiles de croisière sur l'école, tuant 110 écolières et des dizaines d'autres personnes.

Palantir a aidé l'armée israélienne à développer des systèmes tels que « Lavender » et « Where's Daddy ? » pour accélérer le processus de traque et de ciblage des Palestiniens dans le cadre de son génocide à Gaza.

À l'issue d'une réunion le 14 Mars, Alex Karpe, cofondateur et PDG de Palantir, a signé un accord actualisé avec le ministère israélien de la Défense au sein de son quartier général militaire.

Karp s'est vanté : « Nous sommes très connus en Israël. Israël apprécie notre produit. Je suis l'un des rares PDG à être publiquement pro-israélien. »

Fondée en 2003, Palantir a initialement été financée par In-Q-Tel, la branche capital-risque de la CIA, pour développer des logiciels destinés à ses basses besognes et opérations.

Un missile Patriot US a blessé des dizaines de personnes à Bahreïn.

Le 23-03, par André

D'après Reuters, et selon une analyse des chercheurs du Middlebury Institute, le missile intercepteur Patriot impliqué dans l'explosion du 9 mars à Bahreïn a probablement été lancé depuis une batterie exploitée par les États-Unis.

L'explosion a blessé 32 civils et endommagé des habitations dans le quartier de Mahazza. Bahreïn affirme que le missile a intercepté avec succès un drone iranien en vol, mais les chercheurs estiment que les dégâts constatés correspondent davantage à une explosion en vol du missile Patriot lui-même.

La CPI et ses juges visés par Trump et Macron pour protéger Netanyahu.

Un juge français de la CPI, Nicolas Guillou, qui a été sanctionné par le président US Trump après que la Cour ait émis un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a déclaré qu'il n'avait pas pu accéder à des services financiers et numériques, car la plupart des méthodes de paiement en France sont américaines.

« Les seules cartes que nous avons en France sont Visa et Mastercard », a-t-il déclaré.

Il ne peut plus utiliser Amazon, Airbnb, Booking ou Expedia - des entreprises que le mouvement BDS a déconseillé aux utilisateurs d'utiliser en raison de leur implication dans l'occupation israélienne en Palestine.

« Si les juges ont peur de juger, alors nous n'avons plus de démocratie », a ajouté Guillou.

Macron, qui ne reconnaît pas le génocide du peuple palestinien et qui questionne en permanence la CPI et le droit international pour protéger Netanyahu, a déclaré que les autorités US n'ont donné aucune réponse à leur demande de lever les sanctions du juge.

Italie, Méloni battue dans les urnes et dans la rue.

Par andré, le 24-03-2026

La première ministre italienne Giorgia Meloni a essuyé lundi 23 mars un revers majeur avec la victoire du « non » au référendum sur la réforme judiciaire qu'elle avait portée.

« Les Italiens ont tranché. Et nous respectons cette décision. (...) Mais cela ne change rien à notre engagement de continuer, avec sérieux et détermination, à œuvrer pour le bien de la nation et à honorer le mandat qui nous a été confié », a-t-elle déclaré dans une vidéo sur X pour défendre sa politique largement rejetée.

Après le dépouillement des bulletins dans plus de 90 % des bureaux de vote, le « non » obtenait près de 54 %, contre 46 % pour le « oui ». Ce résultat est un coup dur pour Meloni, qui dirige depuis octobre 2022 un gouvernement de coalition d'une stabilité inhabituelle.

Le scrutin a d'abord surpris par son ampleur avec un taux de participation d'environ 10 points supérieurs au dernier référendum constitutionnel, alors même que la réforme semblait technique.

Mais loin d'un désintérêt, le vote s'est transformé en affrontement avec Meloni autour de la Constitution elle-même.

Ainsi pour Eleonora Bottini, professeure de droit à Sciences Po Paris et spécialiste de la constitution italienne interrogée par Radio France : "le débat a été structuré comme une défense ou une attaque de la Constitution".

L'argument a porté d'autant plus fortement qu'"y toucher, c'est toucher au principe antifasciste de l'Italie", une ligne de fracture accentuée par "le rapport assez ambigu [du gouvernement] avec le passé fasciste italien".

Ces facteurs *"ont amené beaucoup de jeunes"* aux urnes et une victoire du non à 53,2 %, à rebours des pronostics qui associaient participation élevée et victoire du oui.

Ce résultat est une défaite pour Meloni, son gouvernement, sa politique, une défaite qui s'est construite sur le terrain de la mobilisation massive antifasciste des travailleurs et des jeunes contre la politique de Meloni, contre le génocide du peuple palestinien, contre les guerres impérialistes d'Israël et des USA, et contre l'OTAN.

D'ailleurs Galeazzo Bignami, le chef du groupe Fratelli d'Italia (FdI), le parti de Giorgia Meloni, à la Chambre des députés, s'est empressé de déclarer sur la chaîne de télévision La7 : « Nous avons dit dès le début que le référendum n'aurait aucune incidence sur le sort du gouvernement ».

Ainsi comme l'affirme l'USB sur son site après la victoire du non contre Meloni et sa contre-réforme :

« Ce peuple qui a tout bloqué pour mettre fin au génocide du peuple palestinien et contester la complicité du gouvernement Meloni avec Israël est revenu sur ses positions, affluant en masse vers les urnes et mettant un terme à la prétention du gouvernement de violer la Constitution.

C'est un grand signe de changement et de lutte qui doit se reproduire dans les batailles pour défendre nos conditions de vie et de travail, pour sortir l'Italie de la guerre et exiger la démission du gouvernement Meloni »

Et effectivement, ils ont raison, que ce soit en Italie ou en France, seule la mobilisation massive des exploités et des opprimés contre la guerre et les politiques d'austérité, elles mêmes dictée par le financement des guerres coloniales impérialistes de Trump et de l'Otan, permettra de défaire, y compris dans les urnes, les gouvernements ultraréactionnaires comme celui de Macron et Meloni.

“Nous ne voulons pas mourir pour Israël, nous ne voulons pas être des pions politiques” , un soldat des États-Unis.

Par André le 24-03

Un nombre croissant de soldats américains s'opposent à la guerre contre l'Iran et refusent de « mourir pour Israël ».

Un responsable militaire soignant des militaires évacués du Moyen-Orient vers le centre médical régional de Landstuhl, en Allemagne, en raison des représailles iraniennes, a déclaré que les troupes souffraient d'une « protection et d'une planification insuffisantes » et déploraient déjà de lourdes pertes dues aux missiles balistiques et aux drones iraniens qui frappent régulièrement des installations militaires US.

Treize soldats ont été tués dans ce conflit, dont sept lors de frappes, et au moins 232 ont été blessés.

Une opération terrestre serait « un désastre absolu... nous n'avons aucun plan pour cela », a déclaré le responsable en début de semaine. « Nous ne sommes même pas capables de défendre pleinement une seule base terrestre dans cette zone d'opérations. »

Une ancienne combattante et réserviste qui encadre de jeunes officiers a déclaré au HuffPost que ses contacts expriment une perte de confiance sans précédent.

« J'entends des militaires dire : “Nous ne voulons pas mourir pour Israël, nous ne voulons pas être des pions politiques” », a-t-elle déclaré. Un autre réserviste en contact avec les troupes en service actif a rapporté avoir entendu des propos similaires.

« J'ai partagé des informations sur l'objection de conscience à six reprises au cours des deux dernières semaines et je suis dans l'armée depuis près de 20 ans — je n'ai jamais eu de personnes qui me contactent de cette façon », a poursuivi le premier réserviste.

Mike Prysner, directeur exécutif du Centre pour la conscience et la guerre, a déclaré que son groupe recevait auparavant entre 50 et 80 demandes de militaires par an. Le mois de mars a connu une augmentation de 1 000 %, a-t-il ajouté, précisant qu'au moins un nouveau militaire contacte désormais l'organisation chaque jour.

Des entretiens ont également révélé que les troupes s'inquiètent de l'insuffisance de leur protection contre les missiles balistiques et les drones iraniens ciblant les bases américaines dans la région du Golfe.

« Subir des tirs indirects aléatoires n'est pas la même chose que de voir toute une salle de sport, un café et des dortoirs exploser à cause d'une porte située à moins de 50 mètres », a déclaré un militaire.

Malgré ce rejet sans précédent des guerres de Trump et Netanyahu, et contre la volonté majoritaire du peuple états-unien, trois navires de la marine US transportant 2 200 marines

supplémentaires ont été déployés en Asie occidentale, ont indiqué dimanche deux responsables à ABC News.

Nous le répétons, nous pourrions constater ce rejet massif de la guerre et du gouvernement Trump ce 28 Mars dans tout le pays avec les marches « No Kings ».

La dernière fois, le samedi 8 Octobre 2025, les rassemblements anti-Trump, sous le slogan « No Kings » ont mobilisé plus de 7 millions de jeunes et de travailleurs !

MBS exhorte Trump à maintenir la pression sur l'Iran et à saisir « une opportunité historique » pour remodeler l'Asie occidentale.

Par André le 24-03

Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, a exhorté Trump à maintenir la pression militaire sur l'Iran, qualifiant le conflit d'« opportunité historique » pour remodeler l'Asie occidentale et destituer le gouvernement de Téhéran.

Selon un rapport du New York Times, il a fait valoir que l'Iran représente une menace à long terme pour la sécurité dans le Golfe qui ne peut être traitée qu'en éliminant son gouvernement actuel et a appelé à une action énergique soutenue plutôt qu'à une fin rapide des hostilités.

Le rapport indique que le prince héritier saoudien est en contact régulier avec Trump depuis le début de la guerre des États-Unis et Israël, insistant pour des mesures incluant le déploiement potentiel de forces terrestres américaines.

Il a souligné la valeur stratégique de la pression continue sur l'Iran, la décrivant comme essentielle pour contrer la soi-disant « influence » de Téhéran dans la région.

Riyad a publiquement nié promouvoir une guerre prolongée contre l'Iran, mais ces révélations mettent en évidence les ambitions, l'implication et les calculs stratégiques des alliés des USA et Israël de la région – ceux qui fournissent des bases militaires entre autre - dans cette guerre contre le peuple iranien.

L'État raciste d'Israël invente la peine de mort obligatoire contre le peuple palestinien victime de colonisation et de génocide.

Le 25-03

Le comité de sécurité nationale de la Knesset en Israël a présenté un projet de loi imposant la peine de mort obligatoire pour les Palestiniens "reconnus coupables d'attaques contre des Israéliens", ce qui le rapproche du vote final la semaine prochaine.

Pour le Bureau des droits humains de l'ONU, ces propositions violent également les normes du droit international humanitaire relatives aux procédures pénales et à l'application de la peine de mort à l'encontre des résidents d'un territoire occupé.

Le Haut-Commissaire a rappelé, en Janvier 2026, que le fait de priver tout Palestinien de Cisjordanie et de Gaza des garanties d'un procès équitable prévues par la quatrième Convention de Genève constituait un crime de guerre.

Les États-Unis élaborent un plan de cessez-le-feu en 15 points, tandis que Téhéran accuse Washington de « négocier avec lui-même ».

Le 25-03

Le gouvernement Trump a proposé un soi-disant plan de cessez-le-feu en 15 points, reprenant les mêmes exigences américaines que Téhéran a rejetées à plusieurs reprises lors des négociations précédentes, ont rapporté des médias hébraïques et occidentaux tard dans la soirée du 24 mars.

D'après ces informations, le plan aurait été transmis à la République islamique par le Pakistan. Téhéran a démenti la tenue de négociations. Le porte-parole du quartier général central de l'armée iranienne, Khatam al-Anbiya, a accusé mercredi les États-Unis de « négocier avec eux-mêmes ».

« Ne qualifiez pas votre défaite d'accord... quelqu'un comme nous ne fera aucun compromis avec quelqu'un comme vous. Ni maintenant, ni jamais », a-t-il ajouté.

L'Iran a formulé une contre-proposition au plan de Trump, rapporte le Wall Street Journal, qui précise que Téhéran a fixé des exigences élevées pour toute négociation ou accord futur.

« Des responsables iraniens ont indiqué aux médiateurs que les mouvements militaires américains et la décision de Trump de déployer d'importants renforts de troupes ont renforcé leurs soupçons quant à la sincérité de sa proposition de pourparlers de paix », rapporte Axios, citant des sources.

Restrictions à Ben Gourion : Arkia délocalise ses vols vers Aqaba et Taba.

Le 25-03

La deuxième plus grande compagnie aérienne israélienne déplace ses opérations en Jordanie et en Égypte alors que les restrictions se resserrent à l'aéroport de Ben Gourion, quatre semaines après le début de l'agression militaire impérialiste US et israélienne contre l'Iran.

La limitation drastique du nombre de passagers au départ de l'aéroport Ben Gourion bouleverse le secteur aérien israélien.

Le PDG d'Arkia a cité la limite de 50 passagers imposée aux transporteurs, et a déclaré que la politique « signifie effectivement fermer le ciel d'Israël ».

Yanqui, go home ! Soldats, ne mourrez pas pour les criminels de guerre Netanyahu et Trump !

Le 25-03, par André

D'après le New-York Times le Pentagone a ordonné à environ 2 000 soldats de la 82e division aéroportée de l'armée US de commencer à se déplacer au Moyen-Orient pour donner à Trump des options militaires supplémentaires, alors même qu'il prétend envisager une nouvelle initiative diplomatique avec l'Iran.

Les forces de combat viendraient de la « Force de réponse immédiate » de la division, une brigade d'environ 3 000 soldats capable de se déployer partout dans le monde en 18 heures.

Le contingent comprend des majors généraux, Brandon R. Tegtmeier, le commandant de la division, et des dizaines de membres de son état-major, ainsi que deux bataillons, chacun avec environ 800 soldats, ont déclaré les responsables, qui ont parlé sous couvert d'anonymat pour discuter des questions opérationnelles. D'autres soldats de la brigade pourraient être envoyés dans les prochains jours, ont déclaré les responsables.

Avec quelque 4500 marines déjà en route vers la région, le déploiement des forces d'élite de l'armée porte à près de 7000 le nombre total de troupes terrestres supplémentaires envoyées dans la zone de guerre depuis le début de l'agression contre l'Iran.

Environ 50 000 soldats US sont déployés contre l'Iran, depuis tout le Moyen-Orient, l'Europe et les États-Unis.

HONTE À LA FRANCE !

Par Griselda et André le 26-03

L'Assemblée générale de l'ONU déclare que la traite des Africains réduits en esclavage et l'esclavage racialisé des Africains sont « l'injustice la plus inhumaine et la plus durable contre l'humanité » :

- 123 pour

- 3 contre (États-Unis, Israël, Argentine)

- 52 abstentions

Honte à la France, au Royaume-Uni, à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne, au Portugal etc qui se sont ABSTENUS.

Entre 1500 et 1800, environ 12 à 15 millions de personnes furent capturées en Afrique et emmenées aux Amériques et réduites en esclavage. Plus de deux millions de personnes ont péri durant la traversée d'après les estimations.

La résolution adoptée par l'ONU relance le débat sensible pour les puissances coloniales impérialistes européennes en particulier, celui des réparations.

Le texte évoque explicitement la nécessité de mesures concrètes pour répondre aux "torts historiques" subis par les populations africaines et leurs descendants.

Ce vote est historique pour tous les peuples opprimés victimes de déportations coloniales, dans les amériques, dans les caraïbes.

En Océanie, il est aussi historique pour le peuple Kanak et Vanuatai (ces derniers ont été déporté comme esclave en Australie).

Le peuple Kanak, lui, vit en ce moment une remise en cause de ses droits et subit des déportations coloniales et la répression brutale de la France coloniale qui veut imposer une recolonisation brutale du territoire Kanak avec les soi disant accords Bougival-Élysée Oudinot.

La France, puissance coloniale ultramarine, défend les restes de son empire colonial bec et ongle, par exemple en Afrique.

Elle défend aussi bec et ongle ses dernières colonies en Amérique du Sud et dans les caraïbes.

C'est ce qu'exprime précisément le soutien inconditionnel de Macron et de l'impérialisme français à la politique criminelle de l'État colonial apartheid d'Israël.

Défendre l'ordre établi et le colonialisme suprémaciste blanc, implique de promouvoir le racisme et l'inégalité ici même en France, et cela passe par la défense inconditionnel de l'impérialisme US et israélien.

C'est la politique de Macron, des ultrariches et de tout les réactionnaires : du RN au PS bourgeois.

"Nous regrettons que cette résolution semble établir une hiérarchie entre les crimes contre l'humanité. Outre qu'une telle approche soulève de sérieuses difficultés juridiques, elle risque aussi de mettre en concurrence des tragédies historiques qu'il n'y a pas lieu de comparer sauf à le faire au détriment de la mémoire des victimes", a affirmé l'hypocrite Sylvain Fourel, représentant de la France aux Nations Unies, pour justifier la non reconnaissance de ce crime contre l'humanité.

Nous le disons très simplement : ceux qui veulent hiérarchiser et comparer pour faire taire les victimes de l'histoire coloniale du capitalisme impérialiste : CE SONT LES SUPRÉMACISTES blancs. HONTE À LA FRANCE !

Tout notre soutien à Bally Bagayoko , le nouveau maire noir de St Denis !

Par Griselda et André le 27-03

Nous appelons à faire bloc contre les attaques des suprémacistes blancs racistes contre Mr le maire de St-Denis.

Ce n'est pas une offensive ultraréactionnaire parmi d'autres.

La sous-estimer , c'est mépriser le prolétariat le plus exploités et opprimés, et nourrir la propagande de tout les défenseurs des intérêts de la bourgeoisie et des ultrariches.

C'est ne rien comprendre aussi à la lutte anticolonial et internationaliste.

La violence raciste qui se déchaîne contre lui, nous indique que son élection est une victoire pour tout les militants antiracistes de terrain , pour la jeunesse, pour les défenseurs du peuple palestinien , et des peuples opprimés d'Afrique.

Nous le répétons cette offensive négrophobe et islamophobe ultraréactionnaire que subit "notre maire " Bally Bagayoko n'est pas une offensive parmi d'autres.

La France qui s'est abstenue à l'ONU lors du vote pour condamner l'esclavage colonial, N'EST PAS UN DÉTAIL DE L'HISTOIRE...

Le temps du racisme colonial suprémaciste blanc DOIT FINIR !

Tout notre soutien à Mr le Maire de St Denis Bally Bagayoko, faisons bloc et soutenons-le !